

Face à Londres, les Vingt-Sept dans les limbes



Les Européens divergent quant aux réponses à apporter aux Britanniques, qui cultivent le flou sur leur sortie

T+ **T-** **IT** **L**e symbole est redoutable : dimanche 26 juin, les " sherpas " (conseillers) des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne avaient rendez-vous à Bruxelles pour préparer le Conseil européen de mardi 28 et mercredi 29 juin. A vingt-sept, sans leur collègue britannique. Mercredi, les dirigeants de l'UE se réuniront eux aussi pour la première fois à vingt-sept, sans le premier ministre David Cameron, qui participera néanmoins au dîner de la veille. Cependant, face au Royaume-Uni, l'Union européenne est encore loin d'avoir trouvé la parade à l'imbroglio suscité par la victoire du " leave ", le départ de l'Union.

La procédure de divorce ne sera sans doute pas enclenchée par David Cameron lors du sommet, contrairement à ce qu'imaginaient les responsables européens quand les résultats du référendum sont tombés vendredi. Alors, " Brexit " ou pas ? Déjà considérablement affaiblie par les crises des migrants et de la Grèce, l'Europe est non seulement groggy mais aussi dans le brouillard.

Liens en myriade

C'est bien à Londres que revient l'initiative d'activer la " clause de retrait " de l'Union, prévue par l'article 50 du traité de Lisbonne, en notifiant sa volonté au président du Conseil européen, Donald Tusk. Le processus du divorce est alors irréversible, insiste-t-on à Bruxelles. Le Royaume-Uni n'a que deux ans pour couper ses liens en myriade avec l'UE, et pour

négocier une nouvelle relation commerciale et politique, probablement moins avantageuse que celle dont il aura joui jusqu'alors. " *Quel que soit le premier ministre en charge, je crois qu'il ne sera pas assez stupide pour appuyer sur le bouton* ", redoutait un diplomate bruxellois, dimanche.

" *Le Royaume-Uni seul peut activer l'article 50. De mon point de vue, nous ne devrions le faire que lorsque nous aurons une vision claire des nouveaux arrangements recherchés avec nos voisins européens* ", a expliqué le ministre des finances britannique, George Osborne, lundi. Vu de Londres, la question du déclenchement de la procédure de l'article 50 est aussi à lire à travers la rivalité, transformée en bataille ouverte, entre le premier ministre démissionnaire et son ancien ami, Boris Johnson, chef de la campagne pour le " Brexit " et son possible successeur. M. Cameron, qui devrait rester à son poste jusqu'à début octobre, n'a aucune raison d'appuyer lui-même sur la gâchette : il préfère léguer ce cadeau empoisonné à ceux qui ont obtenu sa tête.

Certes, quand le résultat du vote britannique a été connu, les Européens ont multiplié les pressions pour pousser Londres à accepter d'entrer rapidement dans la procédure de divorce. La lettre des présidents des institutions européennes était très claire : " *Tout délai prolongera inutilement l'incertitude.* " La sortie du Royaume-Uni de l'UE est " *devenue irréversible* ", a encore déclaré François Hollande dimanche.

Les ministres des affaires étrangères des six pays fondateurs de l'UE, réunis à Berlin samedi, étaient aussi sur cette ligne. Ils craignent que s'installe une période d'incertitude, redoutable pour les marchés financiers, qui ont déjà décroché le 24 juin. Ils veulent couper court aux arguments des partis populistes européens et aux velléités de nouveaux référendums dans les pays membres qui mettraient le projet communautaire en péril.

La nomination par le Conseil, samedi, d'un " M. Brexit ", le Belge Didier Seeuws, pour négocier la séparation d'avec Londres, participe aussi de ces pressions, tandis que démissionnait Jonathan Hill, le commissaire britannique. Le portefeuille de ce dernier, les services financiers, a été confié " temporairement " au Letton Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission chargé de l'euro.

Michel Sapin : " Il faut aller vite "

Mais le ton s'est adouci durant le week-end. A Berlin, Angela Merkel n'entend ni presser Londres d'activer l'article 50, ni se montrer dure lors des discussions à venir. " *Il n'y a pas de raison d'être particulièrement méchant lors des négociations* ", a déclaré la chancelière. Au nom de l'unité des Européens qu'elle appelle de ses vœux, elle n'a pas vu d'un très bon œil l'initiative de Frank-Walter Steinmeier, son ministre des affaires étrangères, membre du Parti social-démocrate, de réunir samedi à Berlin ses homologues des cinq autres pays fondateurs (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Italie, France).

La Commission a changé d'attitude dimanche, renonçant à annoncer sa " task force Brexit " maison, au vu du chaos politique au Royaume-Uni. Certains se prennent à espérer : " *Avec le temps, les "Brexiters" vont se rendre compte de l'erreur qu'ils ont faite, et le référendum sera annulé. Personne ne s'en plaindrait ici* ", souligne un diplomate bruxellois.

Après avoir multiplié les déclarations dramatiques, les partenaires européens de Londres sont-

ils déjà prêts à faire comme si de rien n'était ? S'il y a des tentations manifestes, ce n'est cependant pas ce qui est ressorti de la réunion des sherpas, dimanche. " *Nous ne travaillons que sur un seul scénario, le "Brexit"* ", souligne un diplomate de haut rang. " *Il y a un consensus à vingt-sept selon lequel il n'y aura pas de négociation avec Londres sans notification de l'article 50* ", ajoute un autre diplomate.

On en est là en ce début de semaine, alors que le ballet diplomatique continue à un rythme soutenu – François Hollande devait rencontrer Merkel, à Berlin, avec le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, et le président du Conseil européen. Sur la réforme de l'UE, Paris et Berlin semblent sur deux chemins différents : réaction rapide pour la France, nécessité de prendre son temps pour les Allemands, malgré les dénégations françaises – " *il n'y a aucune différence entre la France et l'Allemagne sur le "Brexit", il faut aller vite* ", a affirmé le ministre des finances, Michel Sapin, lundi matin. Mais tant sur la méthode que sur le rythme, et même sur l'effectivité du divorce, tout le monde semble encore naviguer à vue.

Cécile Ducourtieux, Philippe Bernard, et Frédéric Lemaître

© Le Monde

◀ **article précédent**

Irak Fallouja, fief des djihadistes,...

article suivant ▶

Bruxelles mise sur la sécurité...